

Après tout, nous avons nos voies diplomatiques ordinaires; elles sont faites pour cela. Ainsi, par exemple, je n'ai pas à me fier seulement sur le prochain comité hebdomadaire à Washington pour savoir ce qui peut se produire en Corée. Notre ambassadeur aux États-Unis se tient en communication journalière avec le Département d'État. Il existe une entente entre nous et d'autres pays, dont les États-Unis, selon laquelle ils doivent nous tenir informés quand ils adoptent une politique d'importance majeure. Il peut arriver qu'ils oublient de le faire; ce sont des êtres humains et nous aussi. Mais il existe un rouage quotidien de consultation.

De même, nous avons su, dans l'espace de quelques heures, par nos missions en Europe, ce que M. Dulles déclarait lors de ses récentes visites à Paris, à Bonn et à Londres. Nous n'avons pas eu à nous adresser à un organisme central. Ainsi, M. Davis, qui est très actif à Bonn, a découvert ce qu'on y disait et son rapport m'est parvenu dans l'espace de vingt-quatre heures environ; je puis dire la même chose de nos chefs de missions à Paris et à Londres. Lorsque M. Dulles revint d'Europe, notre ambassadeur à Washington se mit en communication avec lui et j'ai reçu un excellent rapport de ce qu'on avait discuté, du point de vue américain. C'est donc dire que nous sommes assez bien renseignés sur ce qui se passe dans les nations libres.

M. GRAYDON: Ce que dit le ministre m'intéresse, car cela semble indiquer que la situation est meilleure que le public a pu croire parfois. Permettez-moi de demander une précision. Le ministre estime-t-il que le système actuel de consultation pourrait être amélioré de quelque façon ou croit-il qu'il donne satisfaction tel quel?

L'hon. M. PEARSON: Il n'existe rien qui ne puisse être amélioré. Ce système peut certainement l'être. Comme je l'ai dit, il arrive parfois que les organismes actuels de consultation ne fonctionnent pas aussi efficacement qu'ils le devraient. Le gouvernement des États-Unis, qui porte la plus grosse partie du fardeau, estime très souvent qu'il doit agir très rapidement. Il me répugnerait de croire qu'il ne pourrait prendre de mesures immédiates, dans un cas d'urgence, sans obtenir d'abord le consentement d'une douzaine d'autres nations. Il me répugnerait aussi de croire qu'il ne voudrait pas nous consulter avant de prendre des mesures importantes.

De temps en temps, nous faisons tous des oublis. Je suppose qu'il nous arrive, à nous aussi, de faire des choses dont nous devrions tenir les autres au courant, mais nous oublions parfois de le faire.

M. CROLL: A mon avis, l'opinion canadienne est un peu différente de ce que M. Graydon nous laisse entendre. Je crois que nous estimons avoir été consultés dans une proportion beaucoup plus grande que notre importance ne le justifiait. D'après mes lectures sur ce qui se passe dans d'autres pays, je crois qu'il ne se produit rien qui intéresse les États-Unis ou le Canada sans que nous soyons consultés, parce qu'on désire savoir notre opinion et notre point de vue. Peut-être estime-t-on que nous avons des opinions et des points de vue qui en valent la peine, ou peut-être se sert-on de nous pour voir l'impression qui résulterait de leurs agissements. Mais je ne crois pas qu'on fasse rien sans nous consulter auparavant.

J'ai remarqué que le *Manchester Guardian* et que certains pays du Commonwealth ont poussé les hauts cris au sujet de quelques décisions américaines. D'après moi, ils ont dû lire les détails à ce sujet sur réception de leur courrier ordinaire, parce que quelqu'un avait oublié de leur communiquer les nouvelles par télégramme. Je ne puis songer à aucun événement mondial d'importance qui se soit passé pendant tout le temps que j'ai été au Parlement, au sujet duquel nous n'aurions pas été consultés et sur lequel nous n'aurions pas exprimé notre opinion.